

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions - TPSGC

**11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Scientific, Medical and Photographic Division / Division
de l'équipement scientifique, des produits photographiques
et pharmaceutiques
11 Laurier St./ 11 rue, Laurier
6A2, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet DéTECTEURS de stupéfiants et d'expl	
Solicitation No. - N° de l'invitation E60PV-18SCAN/B	Date 2018-02-16
Client Reference No. - N° de référence du client E60PV-18SCAN	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$PV-873-74429
File No. - N° de dossier pv873.E60PV-18SCAN	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-03-16	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Shannahan, Cassandra	Buyer Id - Id de l'acheteur pv873
Telephone No. - N° de téléphone (819)420-1068 ()	FAX No. - N° de FAX (819)956-3814
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU.....	4
1.4 DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS – UTILISATEURS OPTIONNELS	4
1.5 LE PROCESSUS DE CONFORMITÉ DES OFFRES EN PHASES.....	5
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	5
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	5
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	6
2.4 LOIS APPLICABLES	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	6
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 DE LA DP.....	9
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	9
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	10
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	10
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	15
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	16
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	16
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	16
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 5 DE LA DP.....	18
LISTE COMPLETE DES ADMININSTRATEURS.....	18
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	19
6.1 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	19
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	19
A. OFFRE À COMMANDES	19
7.1 OFFRE.....	19
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	19
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	19
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	20
7.5 RESPONSABLES.....	20
7.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	21
7.7 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES	22
7.8 INSTRUMENT DE COMMANDE	22
7.9 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	24
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	24

7.11	ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	24
7.12	LOIS APPLICABLES	25
7.13	LISTES DE PRIX	25
B.	CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	25
7.1	ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	25
7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	25
7.3	DURÉE DU CONTRAT.....	27
7.4	PAIEMENT	27
7.5	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	28
7.6	ASSURANCES.....	28
7.7	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	28
7.8	INSTRUCTIONS POUR L'EXPÉDITION - LIVRAISON À DESTINATION	28
ANNEXE « A »	29
	ÉNONCÉ DES TRAVAUX	29
ANNEXE « B »	37
	BASE DE PAIEMENT	37
ANNEXE « C »	39
	LISTE DES PRODUITS.....	39
ANNEXE « D »	40
	PRODUCTION DE RAPPORTS SUR L'OFFRE À COMMANDES	40
PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 DE L'OFFRE À COMMANDE	41
	DOCUMENT D'OFFRE TECHNIQUE.....	41
PIÈCE JOINTE 2 DE LA PARTIE 4 DE L'OFFRE DE COMMANDE	46
	BARÈME DE COTATION TECHNIQUE PAR POINTS	46
PIÈCE JOINTE 3 DE LA PARTIE 4 DE L'OFFRE À COMMANDES – BARÈME DE PRIX	48
	CALCUL DU PRIX DE L'OFFRE	48
PIÈCE JOINTE 4 DE LA PARTIE 4 DE L'OFFRE À COMMANDES	53
	GRILLE DE MISE À LE TEST DE VALIDATION DES DONNÉES	53

Cette demande de soumissions annule et remplace la demande d'offre numéro E60PV-18SCAN/A, datée du 2017/12/01, dont la date de clôture était le 2018/01/29, à 14:00 HNE. Un compte rendu ou une rencontre de rétroaction sera offert sur demande aux fournisseurs qui ont présenté une offre dans le cadre de la demande de soumissions précédente.

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : |
| | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- 1.2.1** Le Canada doit établir une offre à commandes principale et nationale (OCPN) pour la fourniture de détecteurs de stupéfiants et d'explosifs de laboratoire d'après la spectrométrie de mobilité ionique (SMI) utilisant l'analyse bimodale d'un échantillon (analyse simultanée de stupéfiants et d'explosifs), conformément à l'Annexe A – Exigences, aux fins d'utilisation par un ministère, un organisme ou une société d'État énumérés aux annexes I, I.1, II, III, de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R. 1985, ch. F-11, et par les utilisateurs désignés par un gouvernement provincial ou territorial, sur demande, pour une période de deux ans à compter de la date d'attribution. Un nombre maximal de un (1) OCPN peut découler de l'appel d'offres.

Voici une liste des provinces et des territoires qui ont montré un intérêt à l'égard des commandes

subséquentes à l'offre à commandes.

- Alberta
 - Ville de Calgary (Utilisateur optionnel)
- Nouvelle Écosse
- Terre-Neuve et Labrador
- Yukon

Seulement les utilisateurs autorisés auront la permission d'émettre des commandes subséquentes à l'OCPN.

Les définitions des utilisateurs autorisés :

Utilisateur désigné par le gouvernement fédéral – s'entend d'un ministère, d'un organisme ou d'une société d'État du gouvernement fédéral énuméré aux annexes I, I.1, II, III, de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R. 1985, ch. F-11

Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire – désigne toute province ou tout territoire canadien, y compris le secteur des municipalités, des établissements d'enseignement supérieur, des écoles et des hôpitaux (secteur MESSS) à qui le ministère des Travaux publics et Services gouvernementaux peut fournir accès à ses services d'approvisionnement et instruments d'achat. Le secteur MESSS peut comprendre les administrations municipales régionales, locales ou de district ou toute autre forme d'administration municipale, les commissions scolaires, entités d'enseignement, de services de santé et de services sociaux financés par le secteur public, ainsi que toute société ou entité dont sont propriétaires ou que contrôlent les entités précitées, lesquelles sont précisées dans l'offre à commandes.

- 1.2.2** Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC).

1.3 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4 Divulgaration de renseignements – Utilisateurs optionnels

L'offrant reconnaît que les entités du secteur MESSS qui n'ont pas été définies comme utilisateurs autorisés de la présente offre à commandes (nommé ci-après « utilisateurs optionnels ») peuvent, s'ils le souhaitent, acquérir pour leur propre utilisation les dits biens, services ou les deux, tel qu'il est décrit dans la présente offre à commandes (nommé ci-après « produits livrables »).

Si un utilisateur optionnel communique avec l'offrant pour acheter certains ou tous les produits livrables (nommé ci-après « demande »), l'offrant entreprendra des négociations avec ce dernier. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur optionnel pour la fourniture des produits livrables (nommé ci-après « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de sa propre administration de contrat avec l'utilisateur optionnel. Il ne pourra

rediriger au Canada aucun problème contractuel qui pourrait survenir avec l'utilisateur optionnel. Ces problèmes contractuels comprennent, sans s'y limiter, les négociations contractuelles, l'administration du contrat et le rendement du contrat.

L'offrant n'aura pas le pouvoir d'obliger le Canada à créer un partenariat, une coentreprise ou un organisme entre le Canada et l'offrant. L'entrepreneur ne doit pas se présenter à l'offrant comme un agent ou un représentant du Canada.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme, la partie d'un accord distinctif ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

1.5 Le Processus de conformité des offres en phases

Le Processus de conformité des offres en phases (« PCOP ») s'applique à ce besoin.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2017-04-27) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 180 jours

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

[M1004T](#) (2016-01-28) Condition du matériel - offre

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et l'heure indiqués à la page 1 de la demande de soumissions et à l'endroit indiqué ci-dessous :

Réception des soumissions - TPSGC

11 rue, Laurier
Place du Portage, Phase III
Noyau 0B2
Gatineau, Québec
Pour les services de messagerie : J8X 4A6
Pour le courrier régulier : K1A 0S5

Téléphone: (819) 420-7201
No de télécopieur: (819) 997-9776

L'adresse ci-dessus est seulement pour la soumission des offres. Aucune autre communication ne doit être envoyée à cette adresse.

Aucune offres ne doit être envoyée directement à l'autorité contractante de TPSGC.

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins 10 jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (1 copies papier et 3 copies électroniques sur USB)

Section II : offre financière (1 copies papier et 1 copies électroniques sur USB)

Section III: attestations (1 copies papier et 1 copies électroniques sur USB)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux. Les offrants devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

Les offres techniques doivent aborder clairement et de façon suffisamment approfondie les points qui sont assujettis aux critères d'évaluation en fonction desquels l'offre sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande d'offre à commandes. Afin de simplifier l'évaluation de l'offre, les offrants doivent présenter leur offre technique conformément dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les doublons, les offrants peuvent consulter les différentes sections de son offre en identifiant le paragraphe spécifique et le numéro de page où le sujet a déjà été pris en compte.

Dans la pièce jointe 1 de la partie 4 de la demande d'offres à commandes – Document de soumission de l'offre technique : Section A – Exigences obligatoires de la soumission de l'offre, l'offrant doit détailler clairement comment l'instrument proposé satisfait à chacune des exigences citées directement de l'Annexe A.

Dans la pièce jointe 1 de la partie 4 de la demande d'offres à commandes – Document de soumission de l'offre technique : Section B – Exigences obligatoires pour la validation de l'offre, les offrants doivent démontrer une capacité technique de livrer un instrument conforme qui satisfait aux exigences de la demande d'offres. Sans égard à l'information fournie à la section B, si une offre à commandes est attribuée à l'offrant, le travail doit être exécuté conformément à l'Annexe A.

- a) **Documentation technique** : Dépliants techniques ou des données techniques pour démontrer la conformité à l'exigence décrite dans la pièce jointe 1 de la partie 4 de la demande d'offre – Document d'offre technique.

- b) **Document d'offre technique** : Les offrants doivent fournir l'information précisée à la pièce jointe 1 de la partie 4.
- c) **La liste de produits** : Les offrants doivent inclure une liste de produits complète indiquant : le nom du produit, le nom du fabricant, le modèle et le numéro de chaque composante qui compose le système. Les offrants doivent également indiquer le point de fabrication et d'expédition de la marchandise ou où le service sera exécuté : L'offrant doit utiliser le formulaire fourni à l'Annexe «C».

Section II : Offre financière

- a) Les offres doivent présenter leur offre financière conformément à la pièce jointe 3 de la partie 4 de la demande de offres – Barème de prix. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.
- b) **Coûts à inclure** : L'offre financière doit inclure tous les coûts pour le besoin décrit dans la demande d'offres pour toute la durée du contrat, y compris les années d'option. L'identification de tout l'équipement nécessaire (les logiciels, les périphériques, le câblage et les composants requis pour satisfaire aux exigences la demande d'offres) et les coûts connexes de ces articles sont la responsabilité des offrants. Les offrants doivent fournir les prix de tous les articles afin que leur offre soit jugée recevable.
- c) **Les prix non fournis** : On demande aux offrants d'inscrire « 0,00 \$ » pour les items pour lequel ils n'ont pas l'intention de charger ou pour les items qui sont déjà inclus dans d'autres prix énoncés dans les tableaux. Si l'offrant n'inscrit aucun prix, Canada traitera ces prix comme « 0,00 \$ » pour fins de l'évaluation et pourra demander que l'offrant confirme que le prix est, en fait, 0,00 \$. Aucun offrant ne sera autorisé à ajouter ou modifier un prix dans le cadre de cette confirmation. Tout offrant qui ne confirme pas que le prix non fourni d'un article est \$ 0.00 sera déclarée non recevable.

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter PIÈCE JOINTE 1 de la PARTIE 3 de la DP - Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si PIÈCE JOINTE 1 de la PARTIE 3 de la DP - Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
E60PV-18SCAN/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60PV-18SCAN

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv873.E60PV-18SCAN

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv873
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PIÈCE JOINTE 1 de la PARTIE 3 de la DP

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA;
- ☐ Carte d'achat MasterCard;
- ☐ Dépôt direct (national et international);
- ☐ Échange de données informatisées (EDI);
- ☐ Virement télégraphique (international seulement);
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- c) Le Canada appliquera le Processus de conformité des offres en phases (PCOP) décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des offres en phases

4.1.1.1 Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCOP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les offrans sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs offres, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les offrans de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les offres ou en réponse à toute communication provenant d'un offrant.

L'OFFRANT RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE OFFRE SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA OFFRE AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE OFFRE NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. L'OFFRANT RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA OFFRE SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part d'offrant afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans son offre, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa offre. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que l'offrant a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à offrant uniquement lorsque l'invitation à offrant permet ce droit expressément.

L'offrant disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.

- (d) Le PCOP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2006 (27-04-2017) Instructions uniformisées – demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période d'offre ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande d'offres confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).
- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. L'offrant doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada à l'offrant à l'adresse fournie par celui-ci dans l'offre ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par l'offre à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les offrants pour les offres retardataires, peu importe la cause.

4.1.1.2 Phase I: Offre financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande d'offres, le Canada examinera l'offre pour déterminer si elle comporte une offre financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de offres. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande d'offres à l'offre financière. Cet examen n'évaluera pas si l'offre financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen du Canada dans la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère de Services Publics et Approvisionnement Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas d'offre financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans l'offre financière, l'offre sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les offres autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au offrant (« Avis ») identifiant où l'offre financière manque d'informations. Une offre dont l'offre financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels offrants n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur offre financière.
- (e) Les offrants qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, l'offrant n'aura pas le droit de redresser que la partie de son offre financière qui est indiquée dans l'Avis. Par exemple, là où l'Avis indique que dans les cas où un élément a été laissé en blanc, seuls les informations manquantes pourront ainsi être ajoutées à la offre financière, sauf que, dans les cas où l'ajout de ces informations entraînera nécessairement la modification d'autres renseignements sur les calculs qui ont déjà été présentés dans l'offre financière (p. ex. le calcul visant à déterminer le prix total), les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par l'offrant, et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande d'offres.

- (g) Toute autre modification apportée à l'offre financière soumise par l'offrant sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque section de l'offre d'offrant. L'information soumise conformément aux exigences de cette demande d'offres en réponse à l'Avis remplacera, en intégralité, uniquement la partie de l'offre financière originale telle qu'autorisée ci-dessus, et sera utilisée pour le reste du Processus d'évaluation des offres.
- (h) Le Canada déterminera si l'offre financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le offre conformément à la présente section. Si l'offre financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, l'offre financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les offres jugées recevables au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

4.1.1.3 Phase II : Offre technique

- (a) L'examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de l'offre technique afin de vérifier si l'offrant a respecté toutes les exigences obligatoires d'admissibilité. Cet examen n'évalue pas si l'offre technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de l'offre. Les exigences obligatoires d'admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu'ainsi décrits dans la présente demande d'offres comme faisant partie du Processus de conformité des offres en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande d'offres comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit à l'offrant REC précisant les exigences obligatoires d'admissibilité que l'offre n'a pas respectée. Un offrant dont l'offre a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que son offre a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. L'offrant en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) L'offrant disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l'omission de répondre à l'une ou l'autre des exigences obligatoires d'admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse d'offrant doit adresser uniquement les exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le rapport d'évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toute information supplémentaire fournie par l'offrant qui n'est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada, à moins qu'elle n'ait un impact sur d'autres parties de l'offre, en tel cas ces changements par effet domino seront soulignés mais en aucun cas ces changements ne doivent porter sur le ou les prix.
- (e) La réponse d'offrant au REC devra indiquer dans chaque cas l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment son indication dans la section correspondante de l'offre initiale, la formulation de la modification proposée pour cette section, ainsi que la formulation et l'endroit dans l'offre de toute autre modification en conséquence. Pour chaque modification en conséquence, l'offrant doit justifier pourquoi il s'agit d'une conséquence modificatrice? Il n'incombe pas au Canada d'agir comme réviseur de l'offre d'offrant; au

contraire, il incombe au offrant de le faire en assumant les conséquences. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande d'offres.

- (f) Tout changement apporté à l'offre par l'offrant en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande d'offres en réponse au REC remplacera, intégralement et uniquement la partie de l'offre originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.
- (g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par cette section seront considérées comme faisant partie de l'offre et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de l'offre lors de la phase II que pour déterminer si l'offre respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter ou diminuer les notes que l'offre originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si l'offrant n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, l'offre sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible, et les renseignements supplémentaires soumis par l'offrant lieront l'offrant dans le cadre de son offre, mais la note originale d'offrant, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour l'offre.
- (h) Le Canada déterminera si l'offre est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par l'offrant conformément à la présente section. Si l'offre n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, l'offre financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Uniquement les offres jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.1.1.4 Phase III : Évaluation finale de l'offre

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les offres jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande d'offres, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Un offre est non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande d'offres.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères d'évaluation techniques obligatoires

- (a) Les critères d'évaluation technique obligatoires sont décrites en détail dans la section B de la pièce jointe 1 de la partie 4 de la DOC.
- (b) Les renseignements et les données présentés seront examinés pour la conformité avec l'exigence technique obligatoire indiqués dans la pièce jointe 1 de la partie 4.

- (c) Le Processus de conformité des offres en phases s'appliquera à tous les exigences techniques obligatoires.

4.1.2.2 Critères d'évaluation techniques cotés

Seules les offres conformes aux les critères d'évaluation technique de l'évaluation des critères techniques obligatoires dans la pièce jointe 1 de la partie 4 procédera à l'évaluation technique cotée par points.

Les critères d'évaluation technique cotés sont décrits en détail dans la pièce jointe 2 de la partie 4 de la DOC.

4.1.2.3 Test de validation des données

Pour toutes les offres conformes qui satisfont aux exigences techniques obligatoires et aux critères d'évaluation cotés ci-dessus, le Canada peut demander à l'offrant de mener un Test de validation des données (TVD) afin de valider les allégations de rendement et la conformité de l'instrument aux exigences énoncées. Le cas échéant, l'offrant doit envoyer l'instrument au laboratoire de l'ASFC désigné afin que des essais préalables y soient effectués à une date et une heure convenues. L'instrument doit être disponible dans les quinze (15) jours civils suivant la réception de l'avis de conformité de l'offre. Un seul TVD sera effectué par instrument conforme; le personnel de l'ASFC doit être en mesure d'observer et de diriger le test. La grille de TVD est fournie dans la PIÈCE JOINTE 4 de la PARTIE 4.

Les résultats de TVD serviront à confirmer la conformité et à accorder des points en fonction de la matrice de critères techniques cotés. Les offres qui ne démontrent pas la conformité seront déclarées irrecevables.

L'offrant sera responsable de tous les coûts liés à la fourniture de l'instrument d'essai pour démontrer la conformité de l'instrument. L'offrant prendra à sa charge tous les frais de déplacement et de subsistance des membres de son personnel qui sont présents à l'essai ou qui le réalisent.

En cas de divergence entre les scores préliminaire attribuée sur la base de l'information présentée dans la technique des offres cotation numérique de la matrice d'évaluation, joint à la pièce jointe 2 de la partie 4, et les résultats de TVD, le Canada devra ajuster la note à la baisse sur les critères d'évaluation technique cotés pour refléter le rendement démontré en conséquence et arriver à la version finale des scores cotés. Les notes ne seront pas rajustées à la hausse.

4.1.3 Évaluation financière

L'évaluation financière sera réalisée conformément à la pièce jointe 3 de la partie 4 de la demande d'offres.

Évaluation des prix d'offre

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, rendu droits acquittés (DDP) (divers endroits – selon la commande subséquente) Incoterms® 2010, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens et les taxes applicables sont en sus.

Sauf lorsque la demande d'offres précise que les offres doivent être présentées en dollars canadiens, les offres présentées en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les offres présentées en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada à la date de clôture des offres, ou à une autre date précisée dans la demande d'offres, sera utilisé comme facteur de conversion.

4.1.3 La quantité estimée de biens

La quantité estimée de biens précisés dans la pièce jointe 3 de la partie 4 sont à des fins d'évaluation seulement et ne fait en aucune façon représentent-ils des engagements de la part du Canada.

4.2 Méthode de sélection

Clause du *Guide des CCUA* [A0027T](#) 2012-07-16 Méthode de sélection – Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique et du prix

4.2.1 La sélection sera faite en fonction de la meilleure cote combinée de mérite technique, de vérification des références et de prix. Le rapport sera de 70 % pour le mérite technique et de 30 % pour le prix.

4.2.2 Pour établir la cote du mérite technique, la cote technique globale de chaque offre recevable sera calculée comme suit :

$$(\text{Points reçus} / \text{Nombre maximal de points disponibles}) \times 70 = \text{cote du mérite technique}$$

Le nombre maximal de points disponibles dans l'évaluation technique cotée est 46.

4.2.3 En ce qui concerne le prix, le score sera calculé comme suit : chaque offre recevable se verra attribuer un pourcentage en fonction de l'offre évaluée la plus faible, et du rapport de 30 %. L'offre recevable dont le prix total est le plus bas obtient tous les points pour le prix, tandis que les autres offres obtiennent une note calculée au prorata en fonction du coût proposé le plus bas par rapport à leur coût total, comme suit :

$$\frac{\text{Offre recevable dont le prix total est le plus bas}}{\text{Offre recevable dont le prix total est le plus bas}} \times 30 = \text{Cote pour le prix}$$

4.2.4 Pour chaque offre recevable, la cotation du mérite technique et la cotation du prix seront ajoutées pour déterminer la note combinée.

L'offre recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement choisie. L'offre recevable qui obtiendra la note combinée la plus élevée pour le mérite technique et le prix sera recommandée pour l'attribution d'offre à commande.

Le tableau ci-dessous présente un exemple où les trois soumissions sont recevables et où la sélection de l'entrepreneur se fait en fonction d'un ratio de 70/30 à l'égard du mérite technique et du prix, respectivement. Le nombre total de points pouvant être accordé est de 30 et le prix évalué le plus bas est de \$50,000 (50).

Méthode de sélection - Note combinée la plus haute sur le plan du mérite technique (70%) et du prix (30%)

		Offrant 1	Offrant 2	Offrant 3
Note technique globale		27/30	25/30	22/30
Prix évalué de l'offre		70,000.00 \$	55,000.00 \$	50,000.00 \$
Calculs	Note pour le mérite technique	27/30 x 70 = 63.0	25/30 x 70 = 58.3	22/30 x 70 = 51.3
	Note pour le prix	*50/70 x 30 = 21.4	*50/55 x 30 = 27.3	*50/50 x 30 = 30.0
Note combinée		84.4	85.6	81.3
Évaluation globale		2 ^e	1 ^{er}	3 ^e

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'un offre, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « offrants à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

N° de l'invitation - Solicitation No.

E60PV-18SCAN/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

E60PV-18SCAN

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

pv873.E60PV-18SCAN

Id de l'acheteur - Buyer ID

pv873

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « offrants à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
E60PV-18SCAN/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60PV-18SCAN

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv873.E60PV-18SCAN

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv873
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

PIÈCE JOINTE 1 de la PARTIE 5 de la DP
LISTE COMPLETE DES ADMININSTRATEURS

Nom	Position
<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>
<hr/>	<hr/>

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* [M9033T](#) (2011-05-16) Capacité financière

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

7.2.1 L'offre à commandes ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005](#) (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, de services ou les deux fournis au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, y compris ceux payés par une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe D, Rapport d'utilisation d'une offre à commandes. Si aucun bien n'est fourni pendant une période donnée, l'offrant doit toujours déposer un rapport portant la mention « néant ».

The data must be submitted on a quarterly basis to the Standing Offer Authority.

The data must be submitted to the Standing Offer Authority no later than 15 calendar days after the end of the reporting period.

Quarterly periods are defined as follows:

1st quarter: April 1 to June 30;
2nd quarter: July 1 to September 30;

3rd quarter: October 1 to December 31;
4th quarter: January 1 to March 31.

Les données doivent être fournies trimestriellement à l'autorité de l'offre à commandes.

Les données doivent être fournies au plus tard quinze (15) jours civils après la fin de la période de déclaration.

Voici la répartition des trimestres :

- 1er trimestre (T1) 1er avril – 30 juin
- 2e trimestre (T2) 1er juillet – 30 septembre
- 3e trimestre (T3) 1er octobre – 31 décembre
- 4e trimestre (T4) 1er janvier – 31 mars

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées (À INSÉRER AU MOMENT DE L'OCTROI DE L'OFFRE À COMMANDES).

7.4.2 Points de livraisons

La livraison du besoin sera effectuée aux points de livraison précisée dans la commande subséquente.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Cassandra Shannahan
Titre : Spécialiste en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction des produits commerciaux et de consommation (DPCC)
11 rue Laurier, 6A2, Phase III
Place du Portage, Gatineau, Quebec, K1A 0S5
Téléphone: (819) 420-1068
Télécopieur : (819) 956-3814
Courriel : cassandra.shannahan@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Autorités contractantes

Si une commande subséquente est émise par :

Utilisateur désigné du gouvernement fédéral :

Le responsable de l'offre à commandes est l'autorité contractante pour les commandes des

utilisateurs fédéraux désignés et les contrats subséquents.

Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire :

L'utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire qui passe la commande est l'autorité contractante pour la commande et les contrats subséquents.

7.5.3 Responsable technique

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.4 Représentant de l'offrant (à remplir par l'offrant)

Nom et numéro de téléphone (avec poste s'il y a lieu) de la personne responsable de ce qui suit :

Renseignements généraux

Nom : _____

No de téléphone : _____ poste: _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

No de téléphone : _____ poste: _____

Courriel : _____

7.6 Utilisateurs désignés

7.6.1 Utilisateur désigné du gouvernement fédéral

Les utilisateurs désignés du gouvernement fédéral autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11.

7.6.2 Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire

Les organisations provinciales ou territoriales suivantes sont les seules organisations autorisées à passer des commandes dans le cadre de cette offre à commandes :

- Alberta
 - Ville de Calgary (Utilisateur optionnel)
- Nouvelle Écosse
- Terre-Neuve et Labrador
- Yukon

7.6.3 Divulcation de renseignements – Utilisateurs optionnels

L'offrant reconnaît que les entités du secteur MESS qui n'ont pas été définies comme utilisateur autorisé de la présente offre à commandes (nommé ci-après « utilisateurs optionnels ») peuvent, s'ils le souhaitent, acquérir pour leur propre utilisation lesdits biens, services ou les deux, tel qu'il est décrit dans la présente offre à commandes (nommé ci-après « produits livrables »).

Si un utilisateur optionnel communique avec l'offrant pour acheter certains ou tous les produits livrables (nommé ci-après « demande »), l'offrant entreprendra des négociations avec ce dernier. Dans le cadre des négociations, l'offrant a) divulguera à l'utilisateur optionnel ses prix unitaires et son taux horaire conformément à l'offre à commandes, b) divulguera toutes les autres modalités à cet égard et c) déploiera tous les efforts commercialement raisonnables pour négocier un accord distinct avec l'utilisateur optionnel pour la fourniture des produits livrables (nommé ci-après « accord distinct »).

L'offrant sera responsable de sa propre administration de contrat avec l'utilisateur optionnel. Il ne pourra rediriger au Canada aucun problème contractuel qui pourrait survenir avec l'utilisateur optionnel. Ces problèmes contractuels comprennent, sans s'y limiter, les négociations contractuelles, l'administration du contrat et le rendement du contrat.

L'offrant n'aura pas le pouvoir d'obliger le Canada à créer un partenariat, une coentreprise ou un organisme entre le Canada et l'offrant. L'entrepreneur ne doit pas se présenter à l'offrant comme un agent ou un représentant du Canada.

Le Canada ne sera pas, ou ne sera pas considéré comme, la partie d'un accord distinctif ou le garant d'une obligation ou d'une responsabilité quelconque à l'égard d'une autre partie en vertu d'un accord distinct. Il est entendu que le Canada ne sera aucunement responsable à l'égard de l'offrant de coûts quelconques et n'aura aucune obligation envers ce dernier quant à un problème découlant d'un accord distinct.

Le Canada n'offre aucune représentation, assurance ou garantie qu'un utilisateur optionnel fera une demande ou conclura un accord distinct avec l'offrant.

7.7 Procédures pour les commandes

- 7.7.1** Autorisé des commandes subséquentes à cette offre à commandes doit être effectué à l'aide du formulaire de commande 942 dûment rempli par des méthodes telles que par télécopieur, par courrier électronique ou par toute autre méthode jugée acceptable par l'utilisateur désigné et l'offrant.
- 7.7.2** Aucun coût engagé avant la réception d'une commande subséquente signée ou un document équivalent peut être imputé à la présente offre à commandes.
- 7.7.3** Si, par erreur ou omission, l'utilisateur désigné ne parvient pas à appliquer le bon prix pour un article, il est de la responsabilité de l'offrant pour aviser l'utilisateur désigné de l'erreur avant la livraison.
- 7.7.4** Toute modification à la commande subséquente initiale doit être appuyée par la délivrance d'un formulaire subséquente en conformité avec les modalités et conditions de l'offre à commandes en vigueur au moment de la commande subséquente.
- 7.7.5** En cas de besoins urgents seulement les utilisateurs désignés peuvent demander des biens / services par téléphone / télécopieur / courriel qui doit être suivi en émettant une commande subséquente ou un document équivalent au plus tard le jour ouvrable suivant, afin de confirmer la demande de marchandises.

Les commandes subséquentes payées par cartes d'achat comme une solution de rechange à d'autres méthodes de paiement indiqué dans l'offre à commandes doit être faite, comme précisé ci-dessus.

7.8 Instrument de commande

7.8.1 Instrument de commandes subséquentes pour les utilisateurs fédéraux désignés

Pour les commandes subséquentes émises par un utilisateur désigné du gouvernement fédéral, les travaux seront autorisés par l'utilisateur désigné du gouvernement à l'aide du formulaire :

- a) PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes;
- b) PWGSC-TPSGC 942-2, Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple);
- c) PWGSC-TPSGC 944, Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement);
- d) PWGSC-TPSGC 945, Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement);

ou d'un formulaire équivalent ou d'un document électronique de commande comportant à tout le moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes;
- une attestation indiquant l'acceptation des modalités de l'offre à commandes;
- une description et un prix unitaire pour chaque article figurant dans la commande subséquente;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation des fonds disponibles en vertu des lois, du règlement ou de la politique applicables, selon le cas;
- la confirmation de la permission de l'utilisateur autorisé à passer un contrat; et
- les données recueillies et indiquées à l'annexe B – Déclaration de l'offre à commandes, article B1, Collecte de données.

Ces formulaires sont accessibles au site Web du *Catalogue des formulaires de TPSGC*.

7.8.2 Instrument de commandes subséquentes pour les utilisateurs désignés d'une province ou d'un territoire

Pour les commandes subséquentes émises par l'utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire, les travaux seront autorisés ou confirmés à l'aide du formulaire GC 942-3, Commande subséquente à une offre à commandes. Un échantillon électronique est joint à l'annexe E – Formulaires. Ce formulaire est disponible sur le site Web *TPSGC Catalogue de formulaires*.

Ou d'un formulaire équivalent ou d'un document électronique de commande comportant à tout le moins

- les renseignements suivants :
- le numéro de l'offre à commandes;
- la valeur totale de la commande subséquente;
- le prix unitaire de chaque article figurant sur la commande subséquente;
- le point de livraison;
- la confirmation des fonds disponibles en vertu des lois, du règlement ou de la politique applicables, selon le cas;
- la confirmation de la permission de l'utilisateur autorisé à passer un contrat; et
- l'acceptation des modalités de l'offre à commandes.

7.9 Limite des commandes subséquentes

Utilisateur désigné du gouvernement fédéral :

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 400 000,00 \$ (taxes applicables incluses) pour le client.

Les besoins individuels dépassant ces montants doivent être soumis au SPAC sous la forme d'une demande assortie des fonds nécessaires (9200) aux fins de traitement.

Le responsable de l'offre à commandes (ou son délégué) peut émettre des commandes subséquentes de plus de 400 000,00 \$.

Utilisateur désigné d'une province ou d'un territoire :

Si l'autorité contractante d'un utilisateur identifié d'une province ou d'un territoire précis a fourni à l'offrant un avis écrit de limite financière pour les commandes subséquentes (soit de façon individuelle pour chaque commande ou collective pour toutes les commandes passées), l'offrant ne doit pas accepter de commandes subséquentes à l'offre à commandes qui dépasseraient cette limite financière, sauf indication contraire de l'autorité contractante par écrit.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) Les conditions générales supplémentaires:
 - i. 4001 (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel;
 - ii. 4003 (2010-08-16) Logiciels sous licence; and
 - iii. 4004 (2013-04-25) Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- e) les conditions générales 2010A (2016-04-04) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- f) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- g) l'Annexe « B », Base de paiement;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*).

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.13 Listes de prix

À la suite de l'émission de l'offre à commandes, l'offrant aura la responsabilité de fournir et de mettre à jour des listes de prix et(ou) des catalogues, selon les besoins du Canada. L'offrant doit fournir un (1) exemplaire de son catalogue et de sa liste de prix ainsi que des mises à jour pertinentes à chacun des utilisateurs désignés qui en fait la demande. L'offrant doit également en faire parvenir un (1) exemplaire au responsable de l'offre à commandes à l'adresse indiquée dans l'offre à commandes.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit fournir les articles et/ou à exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2010A (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 31 - Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances est ajouté à 2010A (2016-04-04), Conditions générales - biens (complexité moyenne) comme suit :

- 1) L'entrepreneur déclare et garantit qu'au meilleur de sa connaissance, ni lui ni le Canada ne portera atteinte aux droits de propriété intellectuelle d'un tiers dans le cadre de l'exécution ou de l'utilisation des travaux, et que le Canada n'aura aucune obligation de verser quelque redevance que ce soit à quiconque en ce qui touche les travaux.
- 2) Si quelqu'un présente une réclamation contre le Canada ou l'entrepreneur pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou pour des redevances en ce qui touche les travaux, cette partie convient d'aviser immédiatement l'autre partie par écrit. En cas de réclamation contre le Canada, le procureur général du Canada, en vertu de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R., 1985, ch. J-2, sera chargé des intérêts du Canada dans tout litige où le Canada est partie, mais il peut demander à l'entrepreneur de défendre le Canada contre la réclamation. Dans l'un ou l'autre des cas, l'entrepreneur convient de participer pleinement à la défense et à la négociation d'un règlement, et de payer tous les coûts, dommages et frais juridiques engagés ou payables à la suite de la réclamation, y compris le montant du règlement. Les deux parties conviennent de ne régler aucune réclamation avant que l'autre partie n'ait d'abord approuvé le règlement par écrit.
- 3) L'entrepreneur n'a aucune obligation concernant les réclamations qui sont présentées seulement parce que

- (a) le Canada a modifié les travaux ou une partie des travaux sans le consentement de l'entrepreneur ou il a utilisé les travaux ou une partie des travaux sans se conformer à l'une des exigences du contrat; ou
 - (b) le Canada a utilisé les travaux ou une partie des travaux avec un produit qui n'a pas été fourni par l'entrepreneur en vertu du contrat (à moins que l'utilisation ne soit décrite dans le contrat ou dans les spécifications du fabricant); ou
 - (c) l'entrepreneur a utilisé de l'équipement, des dessins, des spécifications ou d'autres renseignements qui lui ont été fournis par le Canada (ou par une personne autorisée par le Canada); ou
 - (d) l'entrepreneur a utilisé un élément particulier de l'équipement ou du logiciel qu'il a obtenu grâce aux instructions précises de l'autorité contractante; cependant, cette exception s'applique uniquement si l'entrepreneur a inclus la présente déclaration dans son contrat avec le fournisseur de cet équipement ou de ce logiciel : « [Nom du fournisseur] reconnaît que les éléments achetés seront utilisés par le gouvernement du Canada. Si une tierce partie prétend que cet équipement ou ce logiciel fourni en vertu du contrat enfreint les droits de propriété intellectuelle, [nom du fournisseur], à la demande de [nom de l'entrepreneur] ou du Canada, défendra à ses propres frais, tant [nom de l'entrepreneur] que le Canada contre cette réclamation et paiera tous les coûts, dommages et frais juridiques connexes ». L'entrepreneur est responsable d'obtenir cette garantie du fournisseur, faute de quoi l'entrepreneur sera responsable de la réclamation envers le Canada.
- 4) Si quelqu'un allègue qu'en raison de l'exécution des travaux, l'entrepreneur ou le Canada enfreint ses droits de propriété intellectuelle, l'entrepreneur doit adopter immédiatement l'un des moyens suivants :
- (a) prendre les mesures nécessaires pour permettre au Canada de continuer à utiliser la partie des travaux censément enfreinte; ou
 - (b) modifier ou remplacer les travaux afin d'éviter de porter atteinte aux droits de propriété intellectuelle, tout en veillant à ce que les travaux respectent toujours les exigences du contrat; ou
 - (c) reprendre les travaux et rembourser toute partie du prix contractuel que le Canada a déjà versée.

Si l'entrepreneur détermine qu'aucun de ces moyens ne peut être raisonnablement mis en œuvre, ou s'il ne prend pas l'un de ces moyens dans un délai raisonnable, le Canada peut choisir d'obliger l'entrepreneur à adopter la mesure c), ou d'adopter toute autre mesure nécessaire en vue d'obtenir le droit d'utiliser la ou les parties des travaux censément enfreinte(s), auquel cas l'entrepreneur doit rembourser au Canada tous les frais que celui-ci a engagés pour obtenir ce droit.

Les articles suivants s'appliquent uniquement aux utilisateurs désignés du gouvernement fédéral :

L'article 27 – Honoraires conditionnels

L'article 29 – Dispositions relatives à l'intégrité – Contrat

L'article 31 – Code de conduite de l'approvisionnement – contrat

L'article 16, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2010A (2016-04-04) Conditions générales - biens (complexité moyenne) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.2.2 Conditions générales supplémentaires

4001 (2015-04-01) Achat, location et maintenance de matériel

4003 (2010-08-16)

Logiciels sous licence

4004 (2013-04-25)

Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les travaux doivent être terminés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.4 Paiement

7.4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé des prix unitaires fermes précisés dans l'annexe A, selon un montant total de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus

7.4.2 Limitation of Price

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2011-05-16 Limite de prix

7.4.3 Méthode de paiement

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

H1000C (2008-05-12), Paiement unique est modifié comme suit :

Supprimer : « Canada »

Insérer : « Utilisateur autorisé »

7.4.4 Clauses du *Guide des CCUA*

C2000C Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

2007-11-30

7.4.5 Paiement électronique de factures – commande subséquente (Note à l'offrant : cette clause sera mis à jour en fonction des réponses à la PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3)

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.5 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
 - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement ;
 - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat ; et
 - c. Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

7.6 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28), Assurances

7.7 Clauses du *Guide des CCUA*

B1501C	Appareillage électrique	2006-06-16
B7500C	Marchandises excédentaires	2006-06-16

B7500C (2006-06-16), Marchandises excédentaires est modifié comme suit :
Supprimer : les mots « Canada » et l'« utilisateur désigné »
Insérer : « utilisateur autorisé »

A9062C	Règlements concernant les emplacements des Forces canadiennes	2011-05-16
A9068C	Règlements concernant les emplacements du gouvernement	2010-01-11
A2000C	Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	2006-06-16
A2001C	Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	2006-06-16

7.8 Instructions pour l'expédition - livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

Rendu droits acquittés (DDP) (divers endroits – selon la commande subséquente) selon les Incoterms 2010 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.
2. L'entrepreneur devra assumer tous les frais de livraison et d'administration, les coûts et risques de transport, ainsi que de dédouanement, en plus de verser les droits de douane et les taxes.

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Le Canada doit établir une Offre à commandes principale et nationale (OCPN) pour la fourniture et la livraison d'instruments sur table pour la détection de stupéfiants et explosifs, pour les utilisateurs fédéraux identifiés et pour les utilisateurs provinciaux/territoriaux identifiés, sur demande et en fonction des besoins. Les instruments doivent utiliser la spectrométrie de mobilité ionique (SMI), en ayant recours à une analyse à double mode (stupéfiants et explosifs simultanément) pour l'analyse des échantillons.

L'offrant doit fournir tout ce qui suit :

1. Instruments sur table pour stupéfiants et explosifs avec une source d'ionisation radioactive, basés sur la spectrométrie de mobilité ionique (SMI), utilisant l'analyse à double mode (stupéfiants et explosifs simultanément) des échantillons, y compris la livraison, l'installation, la formation, une garantie d'un an comprenant les services d'entretien et de soutien, une boîte de transport à côtés renforcés, les produits consommables tels que décrits ci-dessous et les manuels nécessaires à l'utilisation et à l'entretien de l'instrument de SMI (en anglais, en français ou sous format bilingue). L'offrant doit également fournir l'ensemble des câbles, cordons d'alimentation, accessoires, etc. nécessaires pour produire un instrument entièrement fonctionnel;
2. Garantie prolongée annuelle incluant des services d'entretien et de soutien;
3. Formation;
4. Produits consommables nécessaires pour un an d'utilisation en fonction de 100 échantillons analysés par jour, en utilisation 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et 52 semaines par année.

Les détecteurs de stupéfiants et d'explosifs sur table (ci-après désignés « l'instrument de SMI ») doivent fonctionner et satisfaire à l'ensemble des spécifications et des exigences techniques obligatoires précisées ci-après et aux critères d'évaluation obligatoires précisés dans la Partie B de la pièce jointe 1 de la partie 4.

1. EXIGENCES GÉNÉRALES

Article n°	SPÉCIFICATION OBLIGATOIRE – DESCRIPTION
1.1	L'instrument de SMI doit avoir une source d'ionisation radioactive.
1.2	L'instrument de SMI doit reposer sur une technologie de tube de dérive SMI éprouvée.
1.3	L'instrument de SMI doit fonctionner à pression atmosphérique et dans un champ électrique linéaire.
1.4	L'instrument de SMI doit détecter les stupéfiants et les explosifs à partir du même échantillon.
1.5	L'instrument de SMI doit fonctionner en double mode (polarités positive et négative) pour la détection d'explosifs et de drogues.
1.6	L'instrument de SMI doit pouvoir être commuté en mode individuel lorsque les explosifs ou les drogues peuvent être détectés indépendamment.
1.7	L'instrument de SMI ne doit pas être un instrument portatif.

2. EXIGENCES RELATIVES À LA COLLECTE DES ÉCHANTILLONS

Article n°	SPÉCIFICATION OBLIGATOIRE – DESCRIPTION
2.1	L'instrument de SMI doit fournir la fonctionnalité nécessaire pour méthodes de collecte d'échantillons par tampon d'échantillonnage utilisé directement pour frotter la surface d'échantillonnage à la main sans avoir recours à une tige, à un aspirateur ou à un solvant.
2.2	Les tampons d'échantillonnage de l'instrument de SMI doivent être à usage unique et jetables.
2.3	Les tampons d'échantillonnage de l'instrument de SMI doivent être non métalliques.
2.4	Le tampon d'échantillonnage de l'instrument de SMI doit prélever des particules de traces de stupéfiants et d'explosifs directement depuis la surface d'échantillonnage sans endommager cette surface.
2.5	Le tampon d'échantillonnage de l'instrument de SMI doit pouvoir prélever un échantillon sur tout ce qui suit : <ul style="list-style-type: none"> a. bagages; b. véhicules; c. cargaison; d. courrier; e. effets personnels, y compris, mais sans s'y limiter, les téléphones cellulaires, les brosses à cheveux, les montres, etc.; f. documents.
2.6	L'instrument de SMI doit analyser les échantillons prélevés directement sans préparation ou traitement des échantillons.
2.7	L'instrument de SMI doit commencer l'analyse automatiquement après l'introduction du tampon d'échantillonnage, sans l'intervention de l'utilisateur.

3. EXIGENCES RELATIVES À L'INSTRUMENT

Article n°	SPÉCIFICATION OBLIGATOIRE – DESCRIPTION
3.1	L'instrument de SMI doit être prêt à l'usage et opérationnel dans les 30 minutes suivant un démarrage à froid (à savoir, mise en marche de l'instrument après avoir été mis à l'arrêt et qu'il soit refroidi complètement jusqu'à température ambiante).
3.2	Le temps total d'analyse de l'instrument de SMI doit être inférieur à dix secondes à partir du moment où le tampon d'échantillonnage est introduit dans l'instrument jusqu'à l'affichage du résultat.
3.3	Après un résultat négatif, l'instrument de SMI doit avoir un temps de rétablissement (à savoir prêt pour l'analyse) de moins de 20 secondes.
3.4	Le temps de rétablissement de l'instrument de SMI suivant une alarme positive, à cinq fois la limite minimale de l'alarme, doit être de moins de 60 secondes. (En d'autres termes, après 60 secondes, l'instrument ne doit plus émettre une alarme lorsqu'un tampon vierge est analysé.)
3.5	Les procédures de base d'opération et d'entretien doivent être minimales et structurées de sorte qu'elles soient faciles à suivre par du personnel non technique (à savoir les utilisateurs finaux) ayant suivi la formation appropriée.
3.6	Tous les paramètres de fonctionnement essentiels doivent être automatiquement surveillés. Les paramètres de fonctionnement essentiels comprennent, de manière non limitative : <ul style="list-style-type: none"> a. températures de fonctionnement (p. ex., tubes de dérive, désorbeur, etc.); b. pression à l'intérieur des tubes de dérive; c. étalon interne (p. ex., temps de dérive, amplitude); d. débits de dérive et d'échantillonnage; e. intensité des ions réactifs; f. état du desséchant; et g. tensions des champs électriques des tubes de dérive

3.7	L'instrument de SMI doit fonctionner à l'air ambiant; il ne doit pas nécessiter de gaz en bouteille ou en bonbonne.
3.8	L'instrument de SMI ne doit pas excéder les limites de radioactivité indiquées dans l'exclusion ONU 2911 du règlement de Transports Canada.
3.9	L'instrument de SMI doit être étalonné par étalonnage interne.
3.10	Les étalons internes, les dopants, les réactifs, les pièces contrôlant l'humidité (p. ex. matériaux de purification d'air) et le matériel (y compris, sans s'y limiter, le tube de dérive à mobilité ionique) de l'instrument de SMI doivent avoir une durée de vie d'au moins un an avant de devoir être remplacés, dans des conditions d'utilisation normales (c.-à-d. fonctionnement 24 heures sur 24, sept jours sur sept, 100 échantillons par jour).
3.11	L'entreposage de tout produit consommable (tampons d'échantillonnage, substances de vérification, dopant, réactif, etc.) de l'instrument de SMI ne doit pas nécessiter le recours à la réfrigération ou à une hotte.
3.12	Les substances de vérification de l'instrument de SMI doivent être fournies dans un format facile à utiliser et autonome (c.-à-d. pas d'échantillons dans des seringues ou de solutions dans une bouteille ouverte) afin d'éviter toute contamination.
3.13	L'instrument de SMI doit demander à l'opérateur d'effectuer une vérification après chaque ouverture de session.
3.14	L'instrument de SMI doit demander à l'opérateur d'effectuer une vérification toutes les huit heures durant une session ininterrompue.
3.15	Lorsque l'instrument de SMI fonctionne en Mode Opérateur régulier, l'instrument de SMI ne doit pas permettre d'effectuer une analyse si la vérification n'a pas été effectuée, comme il est décrit à 3.13 et 3.14.
3.16	L'instrument de SMI doit supporter la fonctionnalité permettant aux utilisateurs d'effectuer les vérifications nécessaires.
3.17	L'instrument de SMI doit notifier l'opérateur chaque fois qu'une vérification est requise.
3.18	L'instrument de SMI doit surveiller son étalonnage à tout moment.
3.19	L'instrument de SMI doit notifier l'opérateur lorsque l'instrument de SMI n'est plus étalonné, lorsque l'instrument de SMI n'est pas prêt à l'analyse et lorsque l'instrument de SMI doit être entretenu.
3.20	L'instrument de SMI doit détecter et identifier correctement toutes les substances narcotiques et explosives suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a. cocaïne; b. amphétamine; c. méthamphétamine; d. méthylènedioxyamphétamine (MDA); e. méthylènedioxyméthamphétamine (MDMA); f. méthylènedioxyéthylamphétamine (MDEA); g. tétrahydrocannabinol (THC); h. héroïne; i. trinitrotoluène (TNT); j. hexahydro-1,3,5-trinitro-1,3,5-triazine(RDX); k. tétranitrate de pentaérythritol (PETN); l. nitroglycérine (NG); m. tétryle n. hexaméthylène triperoxyde diamine (HMTD); o. furanyle fentanyl; p. fentanyl; et q. carfentanyl;
3.21	L'instrument de SMI doit produire toutes les limites minimales d'alarmes suivantes quand les solutions de chaque substance sont directement déposées sur le tampon d'échantillonnage et analysées par l'instrument. On entend par limite minimale de l'alarme la quantité minimale de substance déposée sur le tampon d'échantillonnage qui produit neuf alarmes correctes sur douze analyses. Les limites d'alarme doivent être obtenues pour toutes les substances

	<p>énumérées.</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Cocaïne : 1,0 nanogramme (ng) ou moins; b. Amphétamine : 1,5 ng ou moins; c. Méthamphétamine : 1,5 ng ou moins; d. MDA : 1,5 ng ou moins; e. MDMA : 1,5 ng ou moins; f. MDEA : 1,5 ng ou moins; g. THC : 5,0 ng ou moins; h. Héroïne : 6,0 ng ou moins; i. TNT : 1,0 ng ou moins; j. RDX : 1,0 ng ou moins; k. PETN : 1,0 ng ou moins; l. NG : 2,0 ng ou moins; m. Tétryle : 20 ng ou moins; et n. HMTD : 40 ng ou moins o. Furanyle fentanyl 5,0 ng ou moins; p. Fentanyl 5,0 ng ou moins; q. Carfentanil 5,0 ng ou moins.
3.22	L'instrument de SMI doit pouvoir être programmé pour détecter et correctement identifier au moins dix (10) substances supplémentaires dans chaque mode.
3.23	L'instrument de SMI doit permettre la programmation de nouvelles substances par l'utilisateur sans aide ou intervention de la part d'offrant.
3.24	L'instrument de SMI doit permettre à l'utilisateur de modifier l'algorithme de détection d'alarmes sans aide ou intervention de la part d'offrant.

4. EXIGENCES PHYSIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

Article n°	SPÉCIFICATION OBLIGATOIRE - DESCRIPTION
4.1	L'instrument de SMI doit fonctionner à des températures comprises entre 0 et 30 °C, inclusivement.
4.2	L'instrument de SMI doit fonctionner à un taux d'humidité de 5 à 95 %, inclusivement (sans condensation).
4.3	L'instrument de SMI doit être alimenté par un bloc d'alimentation de 110 volts c.a, de 50 à 60 Hz.
4.4	L'instrument de SMI doit peser moins de 25 kg.
4.5	La taille de l'instrument de SMI ne doit pas dépasser 60 cm × 50 cm × 50 cm en raison de contraintes d'espace.

5. SYSTÈME INFORMATIQUE

Article n°	SPÉCIFICATION OBLIGATOIRE - DESCRIPTION
5.1	L'instrument de SMI doit utiliser au moins deux niveaux d'utilisateur pour l'accès à l'instrument; chaque niveau est assorti de privilèges plus grands (p. ex. opérateur et superviseur/administrateur).
5.2	L'instrument de SMI doit supporter l'octroi de droits d'« administrateur » pour l'instrument et les données.
5.3	L'instrument de SMI doit offrir une fonctionnalité permettant à l'administrateur d'avoir accès aux privilèges pour les autres niveaux d'accès de l'instrument.
5.4	Les paramètres de fonctionnement de l'instrument de SMI doivent être accessibles par le logiciel de l'instrument de SMI, qui doit être protégé par mot de passe et qui ne doit pas nécessiter l'utilisation d'un ordinateur externe.
5.5	Une copie papier des paramètres de fonctionnement de l'instrument de SMI doit être fournie pour chaque instrument de SMI acheté.

5.6	Les écrans d'affichage de l'instrument de SMI doivent être disponibles en français et en anglais. L'instrument doit offrir la fonctionnalité permettant à l'utilisateur de choisir sa préférence linguistique.
5.7	L'instrument de SMI doit être muni d'une alarme audio et visuelle pour une détection positive, et les substances détectées doivent être affichées.
5.8	L'instrument de SMI doit permettre aux administrateurs de choisir l'affichage voulu des résultats pour tous les niveaux d'utilisateurs. L'affichage voulu des résultats s'applique aux intensités de l'alarme (affichage numérique et graphique de l'intensité du signal), du spectre de mobilité ionique et du détail des résultats.
5.9	L'instrument de SMI doit offrir, permettre et supporter la fonctionnalité de sauvegarder tous les fichiers de données (échantillons et vérification) sur le système informatique incorporé à l'instrument de SMI.
5.10	Le système informatique incorporé à l'instrument de SMI doit pouvoir être mis en réseau à l'aide d'un port Ethernet avec compatibilité IP V4/V6.
5.11	Le système informatique incorporé à l'instrument de SMI doit avoir une capacité suffisante pour sauvegarder toutes les données pour un minimum de 10 000 échantillons.
5.12	Lorsque la capacité maximale de l'aire de stockage de fichiers est presque atteinte, l'instrument de SMI doit afficher un message d'état correspondant, et demeurer fonctionnel à moins que la méthode FIFO (premier entré premier sorti, lorsque de nouvelles données remplacent les données plus anciennes) ne soit utilisée.
5.13	L'instrument de SMI doit comporter la fonctionnalité permettant aux administrateurs d'exécuter tout ce qui suit : i) écraser les fichiers de données existants; ii) sauvegarder les fichiers de données existants; et iii) supprimer les fichiers de données existants
5.14	L'instrument de SMI doit sauvegarder les fichiers de données sous un format qui comprend tous les paramètres de fonctionnement au moment où l'échantillon a été analysé ainsi que le spectre de mobilité ionique individuel.
5.15	L'instrument de SMI doit communiquer avec un ordinateur externe (pour les tâches comprenant le transfert des données) par le biais de la communication bidirectionnelle à haute vitesse USB 2.0 ou par connexion de réseau Ethernet IP V4/V6.
5.16	L'instrument de SMI doit permettre à l'utilisateur d'accéder à la totalité des données ainsi que de sauvegarder, d'archiver, d'organiser et d'échanger des données à l'échelle locale ou à distance (p. ex. partage de fichiers, bases de données, etc.).
5.17	L'instrument de SMI doit produire des résultats analytiques dans un format textuel CSV ou XML.

A. FORMATION

Formation complète

1. L'offrant doit assurer la prestation d'un (1) programme de formation sur l'entretien et les aspects opérationnels et techniques de l'instrument pour jusqu'à dix participants; le programme ne doit pas durer plus d'une semaine et il doit être offert dans des locaux mis à disposition par l'offrant au Canada.
2. La formation doit comprendre toutes les informations nécessaires pour permettre à l'utilisateur d'exécuter toutes les tâches précisées dans la section 5. Système informatique.
3. Les dates exactes des séances de formation seront fixées après l'attribution du contrat subséquent, à la suite des consultations entre le responsable technique et l'offrant.
4. Toute la formation doit être donnée en anglais par un formateur qualifié désigné par l'offrant (c.-à-d., le technicien).

5. Le matériel de formation doit être disponible en français et en anglais.
6. L'offrant doit offrir des copies en anglais aussi bien qu'en français du matériel de formation sous format électronique (format .pdf).
7. L'offrant octroiera au Canada le droit inconditionnel et perpétuel d'utiliser le contenu du matériel de formation qui pourrait être incorporé aux ressources de formation et programmes d'apprentissage assisté par ordinateur. Ces ressources seront utilisées à titre de directives sur l'utilisation de l'instrument de SMI dans le cadre d'initiatives de formation internes de l'Utilisateur autorisé. Le droit d'utiliser le contenu du matériel de formation comprendra également le droit de l'utilisateur autorisé de faire traduire en français toute partie du contenu qui sera utilisé dans des initiatives de formation internes de l'utilisateur autorisé.

Formation des opérateurs dans les installations de l'utilisateur autorisé

1. L'offrant doit fournir un cours complet unique d'une durée maximale de quatre (4) jours à l'intention de cinq (5) à dix (10) concepteurs de formation et formateurs (ci-après « séminaire de formation des opérateurs »).
2. Le séminaire de formation des opérateurs doit comprendre, entre autres, une formation en salle de classe dans le cadre de laquelle les concepteurs de formation et les formateurs (CFF) reçoivent des directives et des instructions pratiques sur le fonctionnement de l'instrument de SMI.
3. Ce séminaire de formation des opérateurs a pour objet de fournir aux CFF des connaissances et des compétences d'expert concernant tous les aspects de l'instrument de SMI. Ce degré d'expertise requis permettra aux CFF de concevoir les éléments de formation d'un programme de formation et de présenter la formation sur l'instrument de SMI aux opérateurs chargés d'utiliser les instruments sur le terrain.
4. La formation des opérateurs doit comprendre des documents écrits et des images qui compléteront la formation en salle de classe. Le matériel didactique écrit et les images (ci-après « matériel de formation ») doivent être fournis par l'offrant aux participants du séminaire et au responsable technique (RT) de l'utilisateur autorisé en copie électronique et en copie papier.
5. L'offrant octroiera au Canada le droit inconditionnel et perpétuel d'utiliser le contenu du matériel de formation qui pourrait être incorporé aux ressources de formation et programmes d'apprentissage assisté par ordinateur. Ces ressources seront utilisées à titre de directives sur l'utilisation de l'instrument de SMI dans le cadre d'initiatives de formation internes de l'utilisateur autorisé. Le droit d'utiliser le contenu du matériel de formation comprendra également le droit de l'Utilisateur autorisé de faire traduire en français toute partie du contenu qui sera utilisé dans des initiatives de formation internes de l'Utilisateur autorisé.

Formation concernant l'entretien donnée dans les installations de l'utilisateur autorisé

1. L'offrant doit préparer et présenter un cours de formation à l'intention du personnel identifié à l'offrant par l'utilisateur autorisé comme étant des personnes responsables de l'entretien de premier niveau de l'instrument de SMI.
2. Le cours de formation sur l'entretien doit être présenté sur place à une date établie par l'autorité de formation en anglais ou en français, comme il est indiqué dans les documents d'offrant individuels.

3. Le cours de formation sur l'entretien doit porter sur le matériel contenu dans les manuels d'entretien qui seront fournis à chaque personne présente, en anglais ou en français, comme il est indiqué dans les documents d'offre individuels.

B. GARANTIE INCLUANT LES SERVICES D'ENTRETIEN ET DE SOUTIEN

1. L'offrant doit offrir une garantie incluant les services d'entretien et de soutien, pendant une période d'un an. Outre les obligations prévues en vertu de l'article 14 de 4001, l'offrant doit offrir ce qui suit dans le cadre de cette garantie:
 - a. Garantir chaque instrument de SMI pour une période d'au moins une (1) année civile à partir de la date d'essai de réception de l'instrument.
 - b. Fournir des services et un soutien de deuxième et de troisième ligne de sorte que, si un instrument de SMI cesse de fonctionner ou se brise dans le cadre d'une utilisation normale et que le technicien d'entretien de l'Utilisateur autorisé formé par l'offrant est incapable de le réparer au moyen des solutions d'entretien qui lui ont été présentées pendant la formation offerte par l'offrant, le détecteur doit être remis en état ou remplacé par l'offrant, dans les 72 heures.
 - c. Apporter régulièrement des mises à jour au logiciel du détecteur, y compris des pièces, des mises à jour et des correctifs.
2. L'offrant doit mettre à la disposition du Canada un numéro de téléphone gratuit communiquant avec un bureau d'assistance qui, par le biais d'une conversation en direct de 8 h à 16 heures, heure locale de l'institution, ou d'une boîte vocale, doit fournir une réponse à un appel provenant du Canada dans un délai de quatre (4) heures ouvrables, en anglais ou en français, à la demande de l'utilisateur final.

L'offrant doit maintenir un approvisionnement de pièces de rechange pour le remplacement et/ou la réparation des instruments de SMI. Les pièces de rechange doivent être disponibles pendant le cycle de vie estimatif de l'instrument, un minimum de 10 ans. Cet approvisionnement doit être entreposé dans des installations d'offrant situées en Amérique du Nord afin d'assurer la réparation ou le remplacement d'un détecteur par l'offrant dans un délai de 72 heures.

3. Le temps moyen de réparation (TMR), qui désigne la durée totale entre le moment où une demande de réparation est présentée et le moment où le système est prêt à être remis en marche, ne doit pas dépasser sept (7) jours ouvrables, y compris l'expédition (temps d'expédition estimé à 24 heures dans chaque direction). Le TMR comprend toutes les activités de diagnostic.

L'offrant doit fournir des instruments de prêt aux utilisateurs autorisés lorsque le temps d'entretien et/ou de réparation dépasse sept (7) jours ouvrables, sans frais pour l'utilisateur autorisé.

L'offrant doit, après avoir terminé les réparations et les mises à jour, réinstaller les paramètres précédents et les configurations du système des utilisateurs autorisés, si ces derniers sont différents des valeurs par défaut.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
E60PV-18SCAN/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60PV-18SCAN

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv873.E60PV-18SCAN

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv873
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

C. PRODUITS CONSOMMABLES

L'offrant doit fournir les produits consommables nécessaires à un an d'utilisation en fonction de 100 échantillons analysés par jour, et d'une utilisation de 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et 52 semaines par année.

D. MALLETTE DE TRANSPORT

L'offrant doit fournir, pour l'instrument, un boîtier de transport sur roues, convenable pour l'expédition exempte de dommages à l'unité et comprenant un espace raisonnable pour stocker les produits consommables et les articles d'entretien. La mallette de transport doit être fournie avec l'instrument.

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

Article 1 – Instrument Instrument incluant tous les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">• Livraison;• Installation;• Garantie d'un an (y compris les services d'entretien et de soutien);• Caisse de transport rigide;• Les matières consommables nécessaires pour un an d'utilisation (en fonction de 100 échantillons analysés par jour, 24 heures d'utilisation par jour, 7 jours par semaine et 52 semaines par année);• Les manuels d'instruction nécessaires à l'utilisation et à l'entretien de l'instrument de SMI (en anglais, en français ou bilingues); Tous les câbles, les cordons d'alimentation, les accessoires, etc., nécessaires requis pour mettre en place un système entièrement fonctionnel.			
Article	Période d'établissement des prix		
	Quantité d'instruments par commande		
	Colonne A	Colonne B	Colonne C
	1	2 à 5	6-10
1	À partir de la date d'émission de deux ans	_____ \$	_____ \$
			11 ou plus
			_____ \$

Article 2 – Articles consommables Le matériel d'essai et les fournitures nécessaires pour un an d'utilisation par instrument, en fonction de 100 échantillons analysés par jour, 24 heures d'utilisation par jour, 7 jours par semaine et 52 semaines par année			
Article	Période d'établissement des prix		
	Prix de lot ferme tout compris		
	Quantité de la commande par lot d'un an d'utilisation par instrument		
	Colonne A	Colonne B	Colonne C
	1	2 à 5	6 à 10
1	À partir de la date d'émission de deux ans	_____ \$	_____ \$
			11 ou plus
			_____ \$

Article 3 Garantie d'un an y compris les services d'entretien et de soutien

Article		Prix de lot ferme tout compris par année par instrument			
		Quantité d'instruments par commande			
		Colonne A 1	Colonne B 2 à 5	Colonne C 6 à 10	Colonne D 11 ou plus
1	À partir de la date d'émission de deux ans	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$

Article 4.1 Formation complète conformément à la description dans l'Annexe A.					
Période d'établissement des prix		Prix de lot ferme tout compris par stagiaire			
		Quantité de stagiaires par commande			
		Colonne A 1	Colonne B 2- 5	Colonne C 6-10	Colonne D 11 or greater
À partir de la date d'émission de deux ans		_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$

Article 4.2 Formation des utilisateurs conformément à la description dans l'Annexe A.					
Article	Période d'établissement des prix	Prix de lot ferme tout compris par stagiaire			
		Quantité de stagiaires par commande			
		Colonne A 1	Colonne B 2 à 5	Colonne C 6 à 10 (C)	Colonne D 11 ou plus
1	À partir de la date d'émission de deux ans	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$

Article 4.3 Formation sur l'entretien conformément à la description dans l'Annexe A.					
Article	Période d'établissement des prix	Prix de lot ferme tout compris par stagiaire			
		Quantité de stagiaires par commande			
		Colonne A 1	Colonne B 2 à 5	Colonne C 6 à 10	Colonne D 11 ou plus
1	À partir de la date d'émission de deux ans	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$

N° de l'invitation - Sollicitation No.
E60PV-18SCAN/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60PV-18SCAN

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv873.E60PV-18SCAN

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv873
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « C »

LISTE DES PRODUITS

Nom du produit	Modèle/no de la pièce	Nom du manufacturier		

ANNEXE « D »

PRODUCTION DE RAPPORTS SUR L'OFFRE À COMMANDES

Instructions pour la présentation des données relatives à l'utilisation de l'offre à commandes.
L'entrepreneur doit envoyer par courriel les renseignements suivants dans une feuille de calcul électronique selon le format de présentation indiqué ci-dessous, à l'adresse suivante :

cassandra.shannahan@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le rapport doit contenir au moins les renseignements suivants :

- le numéro de l'offre à commandes pour laquelle les données sont présentées;
- la période pendant laquelle les données ont été accumulées (date de début et date de fin);
- la date de début et la date de fin de l'offre à commandes;
- la description des articles et la quantité commandée;
- l'unité de distribution;
- la valeur des commandes individuelles;
- les dépenses totales par période de rapports et à ce jour par ministère.

Offre à commandes (insérer le numéro de l'offre à commandes)		Date de début de l'OC (JJ/MM/AAAA)	Date de fin de l'OC (JJ/MM/AAAA)
Valeur totale à ce jour (\$)	Valeur totale pour la période de déclaration (\$)	Début de la période de déclaration (JJ/MM/AAAA)	Fin de la période de déclaration (JJ/MM/AAAA)

Description de l'article	Quantité	Unité de mesure (article, litre, etc.)	Valeur de la commande (TPS/TVH ou frais de livraison en sus)

REMARQUE : UN FICHIER DE FORMAT MICROSOFT EXCEL AUX FINS DE PRODUCTION DE RAPPORTS EST DISPONIBLE EN VERSION ÉLECTRONIQUE SUR DEMANDE PAR COURRIEL À RESONSABLE DE L'OFFRE À COMMANDES

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 DE L'OFFRE À COMMANDE

Document d'offre technique

Tous les renseignements demandés doivent être présentés dans les différentes parties de la présente pièce jointe ou faire l'objet de renvois et être annexés aux présentes.

Les fichiers de données volumineux n'ont pas besoin d'être imprimés et intégrés au document papier; ils doivent, toutefois, être facilement accessibles dans la version électronique de l'offre technique sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à des logiciels spécialisés. L'ensemble des figures, des tableaux et des données justificatives annexés doit être référencé aux endroits indiqués dans la présente pièce jointe.

À la section A de la présente pièce jointe, les offrants doivent préciser clairement comment le document proposé se conforme à chacune des exigences directement référencées de l'Annexe A. Les informations seront utilisées afin d'évaluer la conformité aux exigences techniques obligatoires indiquées.

À la section B de la présente pièce jointe, les offrants doivent démontrer une capacité technique et organisationnelle de livrer un système conforme satisfaisant aux exigences de la demande d'offres.

Sans égard au contenu de l'information fournie à la section B, si un contrat est adjugé au offrant, le travail doit être exécuté conformément à l'Annexe A.

SECTION A. INFORMATION POUR LA VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ OBLIGATOIRE

M.1. Conception du tube de dérive

RÉFÉRENCE : Énoncé de travail (EOT). Voir éléments 1.1 à 1.7

L'offrant doit indiquer si l'instrument de SMI comporte un ou deux tubes de dérive de SMI.

.....
.....

L'offrant doit indiquer le type de tube de dérive de SMI utilisé dans l'instrument de SMI.

.....
.....

Détails additionnels annexés sous le titre_____

M.2. Tampon d'échantillonnage

RÉFÉRENCE : EOT. Voir éléments 2.1 à 2.6

L'offrant doit indiquer le type de matériau utilisé pour le tampon d'échantillonnage

.....
.....

Détails additionnels annexés sous le titre_____

M.3. Étalonnage

N° de l'invitation - Sollicitation No.
E60PV-18SCAN/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60PV-18SCAN

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv873.E60PV-18SCAN

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv873
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

RÉFÉRENCE : EOT. Voir élément 3.9

L'offrant doit préciser dans son offre si l'instrument a recours à l'étalonnage interne.

.....
.....

Information additionnelle annexée sous le titre :

M.4. Formation

RÉFÉRENCE : EOT. Section A. Formation

L'offrant doit fournir une liste de tous les modules en classe et pratiques prévus pour la formation proposée.

L'offrant doit résumer brièvement quels médias et quel matériel didactique seront utilisés lors de la formation (matériel imprimé, logiciel de présentation, logiciel de formation interactive, etc.).

.....
.....

Détails additionnels annexés sous le titre :

M.5. Procédures d'entretien

RÉFÉRENCE : EOT. Section A. Formation

L'offrant doit dresser la liste des tâches faisant partie des procédures d'entretien de base (journalières, hebdomadaires et annuelles).

.....
.....

L'offrant doit décrire la manière dont l'instrument de SMI indique à l'opérateur lorsque l'instrument n'est pas prêt pour analyse et lorsque l'instrument doit faire l'objet d'un entretien. RÉFÉRENCE : EOT. Élément 3.19

.....
.....

Détails additionnels annexés sous le titre :

M.6. Source

RÉFÉRENCE : EOT. Élément 3.8

L'offrant doit préciser le radio-isotope, l'intensité (mCi ou MBq) et le nombre de sources radioactives que contient l'instrument.

.....
.....

N° de l'invitation - Sollicitation No.
E60PV-18SCAN/B
N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60PV-18SCAN

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
pv873.E60PV-18SCAN

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv873
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Détails additionnels annexés sous le titre :

M.7. Centres de service (service et réparations après-vente)

RÉFÉRENCE :

Énumérer les centres de service les plus proches des destinations suivantes : Halifax, Toronto, Montréal, Vancouver et Edmonton.

.....
.....

Détails additionnels annexés sous le titre :

M.8. Pièces de rechange

RÉFÉRENCE : EOT. Section B, Élément 2

Emplacement des pièces de rechange disponibles pour les matières consommables et les principaux composants.

.....
.....

Détails additionnels annexés sous le titre :

M.9. Temps de réponse aux appels de service

RÉFÉRENCE : EOT. Section B

Temps de réponse aux demandes de services et procédures d'acheminement (c.-à-d. nombre de jours écoulés avant que le problème non résolu soit transmis à une personne possédant plus d'expérience, et de quel lieu cette personne viendra).

.....
.....

Détails additionnels annexés sous le titre :

M.10. Fréquence de l'entretien de routine

RÉFÉRENCE : EOT. Section B

Donner la fréquence des visites d'un technicien qualifié pour l'entretien de routine durant la période de garantie, s'il y a lieu, et compris dans le prix.

.....

Détails additionnels annexés sous le titre :

SECTION B. INFORMATION OBLIGATOIRE POUR LA VALIDATION DE L'OFFRE

Article n°		OUI	NON	Renvoi à l'offre (nom du document, n° de page et de paragraphe)
1.5	L'instrument de SMI doit pouvoir fonctionner en double mode (polarités positive et négative) pour la détection d'explosifs et de drogues.			
1.7	L'instrument de SMI ne doit pas être un instrument portatif.			
2.2	Les tampons d'échantillonnage de l'instrument de SMI doivent être à usage unique et jetables			
2.3	Les tampons d'échantillonnage de l'instrument de SMI doivent être non métalliques.			
3.7	L'instrument doit fonctionner au moyen de l'air ambiant; il ne doit pas nécessiter de gaz en bouteille.			
3.20	L'instrument de SMI doit détecter et identifier correctement toutes les substances narcotiques et explosives suivantes : a. cocaïne; b. amphétamine; c. méthamphétamine; d. méthylènedioxyamphétamine (MDA); e. méthylènedioxyméthamphétamine (MDMA); f. méthylènedioxyéthylamphétamine (MDEA); g. tétrahydrocannabinol (THC); h. héroïne; i. trinitrotoluène (TNT); j. hexahydro-1,3,5-trinitro-1,3,5-triazine(RDX); k. tétranitrate de pentaérythritol (PETN); l. nitroglycérine (NG); m. tétryle n. hexaméthylène triperoxyde diamine (HMTD); o. furanyle fentanyl; p. fentanyl; et q. carfentanyl;			
4.1	L'instrument doit fonctionner à des températures comprises entre 0 et 30 °C, inclusivement.			
4.2	L'instrument doit fonctionner à un taux d'humidité de 5 à 95 %, inclusivement (sans condensation).			
4.3	L'instrument doit être alimenté par un bloc d'alimentation de 110 volts c.a, de 50 à 60 Hz.			
4.4	L'instrument de SMI doit peser moins de 25 kg.			
4.5	La taille de l'instrument ne doit pas dépasser 60 cm × 50 cm × 50 cm en raison de contraintes d'espace.			

N° de l'invitation - Solicitation No.

E60PV-18SCAN/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.

E60PV-18SCAN

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

pv873.E60PV-18SCAN

Id de l'acheteur - Buyer ID

pv873

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

5.17	L'instrument de SMI doit communiquer avec un ordinateur externe (pour les tâches comprenant le transfert de données) par communication bidirectionnelle à haute vitesse USB 2.0 ou par connexion de réseau Ethernet IP V4/V6.			
------	---	--	--	--

PIÈCE JOINTE 2 DE LA PARTIE 4 DE L'OFFRE DE COMMANDE

BARÈME DE COTATION TECHNIQUE PAR POINTS

Spécification obligatoire	Exigence cotée	Spécifications de l'instrument (à remplir par l'offrant)	Facteurs d'évaluation et méthodologie de notation	Points min.	Points max.
2.5	Le tampon d'échantillonnage doit offrir, permettre et supporter la fonctionnalité de l'échantillonnage des bagages, véhicules, cargaison, effets personnels et documents.		(a) Limite minimale de l'alarme (LMA) pour des substances déposées sur la surface en Téflon : Pour chacune des quatre (4) substances, l'instrument affiche : <ul style="list-style-type: none">la LMA la plus élevée = 0la LMA intermédiaire = 0,5la LMA la plus faible = 1 (points min. = 0, points max. = 4) (b) Effet de quatre (4) surfaces sur l'échantillonnage et sur la capacité de détection : Pour chacune des quatre (4) substances, l'instrument affiche : <ul style="list-style-type: none">la LMA la plus élevée = 0la LMA intermédiaire = 0,25la LMA la plus faible = 0,5 (min. de points = 0, max. de points = 8) (c) Effet de la poussière Pour chacune des quatre (4) substances, l'instrument affiche : <ul style="list-style-type: none">la LMA la plus élevée = 0la LMA intermédiaire = 0,5	0	16

				• la LMA la plus faible = 1 (points min. = 0, points max. = 4)		
3.3	Après un résultat négatif, l'instrument doit être prêt pour effectuer une autre analyse en 20 secondes ou moins.	Temps de rétablissement = ____ s	• Plus de 20 secondes = non conforme • 15 à 20 secondes = 1 • Moins de 15 secondes = 5	0	5	
3.4	Le temps de rétablissement de l'instrument de SMI suivant une alarme positive, à cinq fois la limite minimale de l'alarme, doit être de moins de 60 secondes.	Temps de rétablissement = ____ s	• Plus de 60 secondes = non conforme • 45 à 60 secondes = 1 • Moins de 45 secondes = 5	0	5	
3.5	Les procédures d'opération et d'entretien de base doivent être minimales et structurées de sorte qu'elles soient faciles à suivre par du personnel non technique ayant suivi une formation appropriée.	Les procédures d'opération et d'entretien de base peuvent être facilement suivies par : <input type="checkbox"/> du personnel non technique <input type="checkbox"/> le personnel technique d'offrant (Veuillez cocher la case appropriée.)	• Personnel technique d'offrant = 0 • Personnel non technique = 5	0	5	
3.14	L'instrument de SMI doit demander à l'opérateur d'effectuer une vérification toutes les huit heures durant une session ininterrompue.	La fréquence à laquelle l'opérateur doit effectuer un étalonnage ou une vérification : Une fois toutes les ____ heures	• Moins de 8 heures = non conforme • 8 heures et plus = 10	0	10	
3.22	L'instrument de SMI doit pouvoir être programmé pour détecter et correctement identifier au moins dix (10) substances supplémentaires dans chaque mode.	Nombre total de substances programmables supplémentaires dans chaque mode = ____	• Moins de 10 = non conforme • 10 à 25 substances ou moins = 1 • Plus de 25 substances = 5	0	5	

PIÈCE JOINTE 3 DE LA PARTIE 4 DE L'OFFRE À COMMANDES – BARÈME DE PRIX

CALCUL DU PRIX DE L'OFFRE

Les quantités indiquées ci-dessous sont estimées aux seules fins de l'évaluation et ne doivent pas être considérées comme une garantie.

Tableau 1 – Instrument

Instrument incluant tous les renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none">• Livraison;• Installation;• Garantie d'un an (y compris les services d'entretien et de soutien);• Caisse de transport rigide;• Les matières consommables nécessaires pour un an d'utilisation (en fonction de 100 échantillons analysés par jour, 24 heures d'utilisation par jour, 7 jours par semaine et 52 semaines par année);• Les manuels d'instruction nécessaires à l'utilisation et à l'entretien de l'instrument de SMI (en anglais, en français ou bilingues);• Tous les câbles, les cordons d'alimentation, les accessoires, etc., nécessaires requis pour mettre en place un système entièrement fonctionnel.									
Article	Période d'établissement des prix	Prix de lot ferme tout compris par instrument							
		Quantité d'instruments par commande							
		Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E	Colonne F	Colonne G	
		1	2 à 5	6 à 10	11 ou plus	Prix ferme moyen par instrument aux fins d'évaluation seulement	Quantité estimée aux fins d'évaluation seulement	Total calculé aux fins d'évaluation seulement (colonne E multipliée par la colonne F)	
1	À partir de la date d'émission de deux ans	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	Somme du prix unitaire de l'article 1 de la colonne A à la colonne D, divisée par 4	2	\$ _____	
SOUS-TOTAL 1 (Somme de la colonne G) :									Somme des articles 1

Tableau 2 – Articles consommables

Article	Le matériel d'essai et les fournitures nécessaires pour un an d'utilisation par instrument, en fonction de 100 échantillons analysés par jour, 24 heures d'utilisation par jour, 7 jours par semaine et 52 semaines par année									
	Période d'établissement des prix	Prix de lot ferme tout compris					Total calculé			
		Quantité de la commande par lot d'un an d'utilisation par instrument					Colonne E	Colonne F	Colonne G	
		Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D					
	1	2 à 5	6 à 10	11 ou plus	Prix ferme moyen par instrument aux fins d'évaluation seulement	Quantité estimée aux fins d'évaluation seulement	Total calculé aux fins d'évaluation seulement (colonne E multipliée par la colonne F)			
1	À partir de la date d'émission de deux ans	_____ \$	_____ \$	_____ \$	Somme du prix unitaire de l'article 1 de la colonne A à la colonne D, divisée par 4	1	_____ \$			
SOUS-TOTAL 2 (Somme de la colonne G) :								Somme des articles 1		

Tableau 3 Garantie d'un an y compris les services d'entretien et de soutien (comme indiqué à l'Annexe A)

Article	Garantie d'un an y compris les services d'entretien et de soutien						Total calculé		
	Période d'établissement des prix	Prix de lot ferme tout compris par année par instrument							
		Quantité d'instruments par commande							
		Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E	Colonne F	Colonne G	
	1	2 à 5	6 à 10	11 ou plus	Prix ferme moyen par instrument aux fins d'évaluation seulement	Quantité estimée aux fins d'évaluation seulement	Total calculé aux fins d'évaluation seulement (colonne E multipliée par la colonne F)		
1	À partir de la date d'émission de deux ans	_____ \$	_____ \$	_____ \$	\$	Somme du prix unitaire de l'article 1 de la colonne A à la colonne D, divisée par 4	1	_____ \$	

SOUS-TOTAL 3 (Somme de la colonne G) :		Somme des articles 1
---	--	-----------------------------

Tableau 4.1 : Formation complète à l'endroit convenu par l'offrant au Canada (tel qu'indiqué à l'Annexe A)

Formation complète conformément à la description dans l'Annexe A.						
Période d'établissement des prix	Prix de lot ferme tout compris par stagiaire					
	Quantité de stagiaires par commande					
	Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E	Total calculé
1		2 à 5	6 à 10	11 ou plus	Prix ferme moyen par stagiaire aux fins d'évaluation seulement	Quantité estimée aux fins d'évaluation seulement
À partir de la date d'émission de deux ans	\$ _____	\$ _____	\$ _____	\$ _____	Somme du prix par stagiaire de l'article 1 de la colonne A à la colonne D, divisée par 4	1
SOUS-TOTAL 4 (Somme de la colonne G) :						Somme des articles 1

Tableau 4.2 Formation des utilisateurs à l'emplacement des utilisateurs autorisés (comme indiqué à l'Annexe A)

Article	Formation des utilisateurs conformément à la description dans l'Annexe A.						
	Période d'établissement des prix	Prix de lot ferme tout compris par stagiaire					
		Quantité de stagiaires par commande					
		Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E	Total calculé
	1		2 à 5	6 à 10	11 ou plus	Prix ferme moyen par stagiaire aux fins d'évaluation seulement	Quantité estimée aux fins d'évaluation seulement
							Total calculé aux fins d'évaluation seulement (colonne E multipliée par la colonne F)

1	À partir de la date d'émission de deux ans	\$	\$	\$	\$	1	Somme du prix par stagiaire de l'article 1 de la colonne A à la colonne D, divisée par 4	\$
SOUS-TOTAL 5 (Somme de la colonne G) :								Somme des articles 1

Tableau 4.3 Formation sur l'entretien à l'emplacement des utilisateurs autorisés (comme indiqué à l'Annexe A)

Article	Formation sur l'entretien conformément à la description dans l'Annexe A.					Total calculé		
	Période d'établissement des prix	Prix de lot ferme tout compris par stagiaire				Colonne E Prix ferme moyen par stagiaire aux fins d'évaluation seulement	Colonne F Quantité estimée aux fins d'évaluation seulement	Colonne G Total calculé aux fins d'évaluation seulement (colonne E multipliée par la colonne F)
		Quantité de stagiaires par commande						
		Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D			
	1	2 à 5	6 à 10	11 ou plus				
1	À partir de la date d'émission de deux ans	_____ \$	_____ \$	_____ \$	Somme du prix par stagiaire de l'article 1 de la colonne A à la colonne D, divisée par 4	1	_____ \$	
SOUS-TOTAL 6 (Somme de la colonne G) :							Somme des articles 1	

Tableau 8 Calcul du prix total de l'offre :

Article (Colonne A)	Description (Colonne B)	Total calculé (Colonne C)
1	Instrument	Sous-total 1 du tableau A.1
2	Articles consommables	Sous-total 2 du tableau A.2
3	Garantie d'un an y compris les services d'entretien et de soutien	Sous-total 3 du tableau A.3
4.1	Formation complète	Sous-total 4 du tableau A.4.1
4.2	Formation des utilisateurs	Sous-total 5 du tableau A.4.2

N° de l'invitation - Solicitation No.
E60PV-18SCAN/B

N° de réf. du client - Client Ref. No.
E60PV-18SCAN

N° de la modif. - Amd. No.
pv873

File No. - N° du dossier
pv873.E60PV-18SCAN

Id de l'acheteur - Buyer ID
pv873

N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

4.3	Formation sur l'entretien	Sous-total 6 du tableau A.4.3
Prix total de l'offre (somme de la colonne C) :		Somme des articles 1 à 4.3

PIÈCE JOINTE 4 DE LA PARTIE 4 DE L'OFFRE À COMMANDES

GRILLE DE MISE À LE TEST DE VALIDATION DES DONNÉES

Spécifications obligatoires	Renseignements relatifs à le TVD	Résultats
3.3. Après un résultat négatif, l'instrument doit être prêt pour effectuer une autre analyse en 20 secondes ou moins	<ul style="list-style-type: none">Le temps de rétablissement après l'analyse d'un tampon vierge sera mesuré.	Temps de rétablissement = ____ s
3.4. Le temps de rétablissement de l'instrument de SMI suivant une alarme positive, à cinq fois la limite minimale de l'alarme, doit être de moins de 60 secondes.	<ul style="list-style-type: none">Le temps de rétablissement après l'analyse d'un tampon pour lequel cinq fois la limite minimale de l'alarme a été atteinte sera mesuré pour deux (2) stupéfiants et deux (2) explosifs.	Temps de rétablissement : Stup. 1 = ____ s Stup. 2 = ____ s Exp 1 = ____ s Exp 2 = ____ s
3.14 L'instrument doit rester étalonné pendant la période indiquée au point 3.14. Le système doit notifier l'opérateur chaque fois qu'une vérification est nécessaire.	<ul style="list-style-type: none">Quand l'instrument est prêt, il faut vérifier si l'alarme de l'instrument se déclenche correctement pour deux (2) stupéfiants et deux (2) explosifs au cours de la période de temps indiquée au point 3.14.	Stup. 1 = Oui/Non Stup. 2 = Oui/Non Exp. 1 = Oui/Non Exp. 2 = Oui/Non
3.21 Les limites minimales d'alarmes suivantes doivent être atteintes quand les solutions de chaque substance sont directement déposées sur le tampon d'échantillonnage et analysées par l'instrument. La limite minimale de l'alarme sera la quantité minimale de substance déposée sur le tampon d'échantillonnage qui produit neuf bonnes alarmes sur douze analyses. a. Cocaine : 1,0 nanogramme (ng) ou moins;	<ul style="list-style-type: none">Les limites minimales de l'alarme pour les substances énumérées seront testées en déposant des solutions faites à partir de chaque substance directement sur le tampon de prélèvement et analysées par l'instrument.	Limite minimale de l'alarme atteinte : <input type="checkbox"/> Cocaine <input type="checkbox"/> Amphétamine <input type="checkbox"/> méthamphétamine <input type="checkbox"/> VSM <input type="checkbox"/> de MDMA <input type="checkbox"/> MDMA <input type="checkbox"/> Le THC <input type="checkbox"/> Héroïne

<div>b. Amphétamine : 1,5 ng ou moins; c. Méthamphétamine : 1,5 ng ou moins; d. MDA : 1,5 ng ou moins; e. MDMA : 1,5 ng ou moins; f. MDEA : 1,5 ng ou moins; g. THC : 5,0 ng ou moins; h. Héroïne : 6,0 ng ou moins; i. TNT : 1,0 ng ou moins; j. RDX : 1,0 ng ou moins; k. PETN : 1,0 ng ou moins; l. NG : 2,0 ng ou moins; m. Tétryle : 20 ng ou moins n. HMTD : 40 ng ou moins o. Furanyl fentanyl 5,0 ng ou moins; p. Fentanyl 5,0 ng ou moins; q. Carfantanyl 1,0 ng ou moins;</div>		<div><input type="checkbox"/> ERT <input type="checkbox"/> TT <input type="checkbox"/> Stupéfiants <input type="checkbox"/> NG <input type="checkbox"/> Tétryle <input type="checkbox"/> DTH; <input type="checkbox"/> Furanyl fentanyl <input type="checkbox"/> Fentanyl <input type="checkbox"/> Carfantanyl</div>
<div>2.5 Le tampon d'échantillonnage de l'instrument de SMI doit prélever un échantillon sur tout ce qui suit : a. bagages; b. véhicules; c. cargaison; d. poste; e. effets personnels; et f. documents</div>	<div>(a) Limites minimales de l'alarme (LMA) pour des substances déposées sur la surface en Téflon : • Les limites minimales de l'alarme pour au moins deux (2) stupéfiants et deux (2) explosifs seront testées en déposant des solutions faites à partir de chaque substance sur les surfaces de Téflon. Le tampon sera utilisé pour frotter les surfaces de Téflon et il sera analysé par l'instrument. • Les instruments seront classés en fonction de la limite minimale de l'alarme pour chaque composé testé (la limite minimale de l'alarme la plus faible obtient la note la plus élevée).</div>	<div>Stup. 1 = ____ Stup. 2 = ____ - ____ Exp 1 = ____ Exp 2 = ____</div>
	<div>(b) Effet des surfaces sur les limites minimales de l'alarme : • Les effets des surfaces seront mesurés sur un</div>	<div>Type de surface 1 Stup. 1 = ____ Stup. 2 = ____ - ____ Exp 1 = ____</div> <div>Type de surface 2 Stup. 1 = ____ Stup. 2 = ____ - ____ Exp 1 = ____</div>

	<p>maximum de quatre (4) types de surfaces (vinyle souple, tissu, papier Kraft, plastique dur), pour deux (2) stupéfiants et deux (2) explosifs.</p> <ul style="list-style-type: none"> La limite minimale de l'alarme sera déterminée au moyen d'un tampon qui a été préalablement frotté sur une surface sur laquelle il n'y a pas de substance. Les instruments seront classés en fonction de la limite minimale de l'alarme pour chaque composé testé sur chaque type de surface testée (la limite minimale de l'alarme la plus faible obtient la note la plus élevée). 	<p>Exp 2 = ____</p> <p>Type de surface 3</p> <p>Stup. 1 = ____</p> <p>Stup. 2 = ____</p> <p>Exp 1 = ____</p> <p>Exp 2 = ____</p> <p>xp 2 = ____</p> <p>Type de surface 4</p> <p>Stup. 1 = ____</p> <p>Stup. 2 = ____</p> <p>Exp 1 = ____</p> <p>Exp 2 = ____</p>
<p>(c) Effet de la poussière sur les limites minimales de l'alarme :</p> <ul style="list-style-type: none"> Les limites minimales de l'alarme pour au moins deux (2) stupéfiants et deux (2) explosifs seront testées en déposant de la poussière d'essai d'Arizona en suspension et une solution faite à partir de chaque substance directement sur le même écouvillon, et le tampon sera analysé par l'instrument. Les instruments seront classés en fonction de la limite minimale de l'alarme pour chaque composé testé sur chaque type de surface testée (la limite minimale de l'alarme la plus faible obtient la note la plus élevée). 	<p>Stup. 1 = ____</p> <p>Stup. 2 = ____</p> <p>Exp 1 = ____</p> <p>Exp 2 = ____</p>	